

ISRAEL-TPO: Les colonies israéliennes d'Hébron nous rendent la vie quasi impossible – des Palestiniens

HEBRON, 10 septembre 2007 (IRIN) - La politique appliquée par Israël au centre-ville d'Hébron a incité des milliers de Palestiniens à partir et quelque 1 829 commerces ont été fermés depuis 1994, selon un rapport publié conjointement par B'Tselem et l'Association pour les droits civils, deux organisations israéliennes de défense des droits humains.

Intitulé Ghost Town [Ville fantôme], ce rapport, qui reflète l'opinion des deux associations sur ce qui est advenu du centre-ville autrefois animé d'Hébron, porte sur la vie des Palestiniens dans la ville divisée.

« La politique d'Israël a de graves conséquences pour des milliers de Palestiniens ; elle viole leur droit à la vie, à la liberté, à la sécurité de la personne, à la libre circulation, à la santé et à la propriété, entre autres », peut-on lire dans le rapport.

« Les restrictions sur la circulation et le commerce dans la ville d'Hébron sont le "strict minimum" nécessaire pour assurer la protection des soldats de la force de défense israélienne et des résidents de la communauté juive d'Hébron », a déclaré l'armée israélienne, en réponse à Ghost Town.

« La politique d'Israël a de graves conséquences pour des milliers de Palestiniens ; elle viole leur droit à la vie, à la liberté, à la sécurité de la personne, à la libre circulation, à la santé et à la propriété, entre autres ».

Conformément à un accord conclu en 1997 entre l'Organisation de libération de la Palestine et les autorités israéliennes, Hébron a été divisé en deux sections. H1, qui représente environ 80 pour cent de la ville, a été placée sous le contrôle de l'Autorité palestinienne, tandis que le gouvernement israélien a conservé le contrôle d'H2, qui englobe une bonne partie de la zone commerciale ainsi que les colonies israéliennes, considérées comme illégales selon le droit international.

D'après une femme palestinienne citée dans Ghost Town, la violence et le sentiment d'isolation, ainsi que les restrictions de circulation, ont forcé sa famille, contre son gré, à partir s'installer à H1.

« Nous avons peur et avons le sentiment d'être en danger. C'était impossible pour nous de continuer à vivre dans [notre] appartement », a expliqué Na'imah Ahmed, ajoutant que la plupart de ses voisins avaient fait de même.

Le rapport d'OCHA

L'économie dans la section H2, où vivent 35 000 Palestiniens et seulement 800 colons israéliens, a été presque totalement détruite. Dans la vieille ville d'H2, selon un nouveau rapport, publié le 30 août par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), huit Palestiniens adultes sur 10 sont sans emploi et quelque 75 pour cent vivent en-deçà du seuil de pauvreté.

Dans cette zone, les revenus mensuels moyens par foyer s'élèvent à environ 160 dollars tandis que la moyenne, en Cisjordanie, est de 405 dollars, selon les statistiques communiquées par l'Autorité palestinienne et présentées dans le rapport d'OCHA, intitulé The Humanitarian Impact of Israeli Infrastructure in the West Bank [Les Conséquences humanitaires des infrastructures israéliennes en Cisjordanie].

Le Comité international de la Croix-Rouge distribue des colis contenant des denrées alimentaires de base à quelque 1 750 familles d'H2, pour tenter d'améliorer leur terrible situation.

Restrictions imposées aux Palestiniens

A l'exception de Jérusalem, dont l'est a été illégalement annexé par Israël en 1967, Hébron est la seule ville palestinienne au cœur de laquelle se trouvent des colonies israéliennes (dans son rapport, OCHA évoque « l'insertion de colons au cœur d'une ville palestinienne densément peuplée »).

Pour assurer la sécurité des 800 colons qui y vivent, l'armée israélienne a imposé de plus fermes restrictions aux 35 000 Palestiniens qui résident à H2. 115 000 autres Palestiniens vivent à H1, ce qui fait d'Hébron la deuxième plus grande ville de Cisjordanie et sans doute la plus instable.

Bon nombre des restrictions les plus fermes ont été imposées après le meurtre de 29 croyants palestiniens par un colon israélien, en 1994. L'armée israélienne a réagi en limitant la circulation des Palestiniens à H2. Ces restrictions

ont été intensifiées au début du soulèvement palestinien – ou Intifada – en septembre 2000. A l'époque, dans la ville, des groupes de militants palestiniens ciblaient les soldats et les colons israéliens.

Dans de vastes sections d'H2, les Palestiniens n'ont pas le droit de conduire. Dans d'autres zones, ils ne peuvent pas ouvrir de boutiques. Dans certains cas, comme à Shuhada Street, une des principales voies publiques, et sur les routes alentours, les Palestiniens n'ont essentiellement pas le droit de circuler, de quelque manière que ce soit, et les devantures fermées des boutiques de la rue sont tout ce qui reste d'un quartier autrefois animé.

Les restrictions de circulation ont également des conséquences directes sur la santé des populations. Selon certains Palestiniens, la circulation des ambulances doit être organisée à l'avance, ce qui est impossible en cas d'urgence.

« A deux heures du matin, ma femme, qui était enceinte, a commencé à saigner abondamment. Nous avons dû nous rendre à pied à l'hôpital public d'Aliyah, situé à environ cinq cent mètres », a raconté Taysir Aby 'Ayeshe. Elle a perdu le bébé.

Violence

« Ici, les colons sont violents en permanence », a rapporté Hashem al-Azzeh, un Palestinien de H2, qui jouit du statut officiel de réfugié. Sa famille et lui-même ont été agressés à plusieurs reprises, a-t-il raconté.

Selon Ghost Town, la police et les soldats israéliens interviennent rarement pour interrompre les violences commises à l'encontre des Palestiniens, et les colons coupables de violences sont rarement traduits en justice.

L'armée a installé des postes militaires dans une vingtaine d'immeubles palestiniens, investissant parfois l'immeuble entier. Leur filet camouflage est visible sur les toits de nombreuses habitations.

En outre, il arrive de temps en temps que des responsables de la sécurité israélienne soient eux aussi impliqués dans des violences perpétrées à l'encontre de Palestiniens.

L'hiver dernier, un soldat qui se trouvait sur le toit s'est mis à rire de manière hystérique et à me jeter du sable et des pierres alors que je me tenais devant ma maison », a rapporté Bahija Sharabati à B'tselem en 2006. Elle a également dit avoir été victime de maltraitances, infligées par des colons.

« Nous avons déposé des dizaines de plaintes auprès de la police israélienne, mais rien n'a changé », a ajouté Mme Sharabati, mère de six enfants.

D'autres résidents ont également déclaré avoir essuyé les tirs des colons.

Après avoir été victimes de harcèlement répété de la part des colons, les Abou 'Aisha, qui vivent à H2, ont construit une cage autour de leur maison. Au moins, en vivant derrière un solide grillage métallique, ils n'ont pas à s'inquiéter de voir leurs fenêtres brisées.

La police israélienne a nié clore la plupart des cas de violences sans effectuer, au préalable, d'enquête en bonne et due forme. Bien souvent, selon la police, les victimes présumées ne déposent pas de plainte, c'est pourquoi il est difficile de donner suite aux différentes affaires.

shg/cb/nh/ads